

Olivier Chastel

«La N-VA est celle qui a été la plus loyale»

LES PHRASES CLÉS

«Que veut-on? Des régularisations massives? Je ne suis pas sûr qu'un pays comme le nôtre est prêt à vivre cela.»

«On ne change pas sa personnalité. Je n'ai pas un besoin existentiel de m'exprimer.»

INTERVIEW

NATHALIE BAMPS

Il pose calmement son GSM sur la table. Se cale dans le divan immaculé de son bureau de président du MR. Il est prêt. On the record. On sait qu'Olivier Chastel, en son for intérieur, rêve de parler des «jobs, jobs, jobs», et du bilan socio-économique positif qu'affiche la coalition suédoise. Sa coalition.

Lui sait qu'on lui parlera N-VA. Et Soudan. Et droits de l'homme. Et Pacte énergétique. Et loyauté fédérale.

C'est inévitable. Bart De Wever a menacé dimanche dernier de tirer la prise du gouvernement si son secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, Theo Francken, était poussé à la démission. Bart De Wever a multiplié les déclarations ambiguës sur le Pacte énergétique, évoquant qu'il ne serait pas bouclé pour la fin de la législature.

Le président du MR n'a pas passé de bonnes vacances de Noël. Le sapin est rangé, les boules fédérales cassées sont mises à la poubelle. Alors, cette N-VA, est-elle un partenaire loyal ou un caillou qui s'enfonça chaque jour un peu plus dans la chaussure de Charles Michel?

Le nucléaire d'abord. «La N-VA a demandé un chiffrage des conséquences en matière d'approvisionnement, de coût de l'énergie pour les particuliers et les entreprises. Cela ne me semble pas être en flagrante contradiction avec l'accord de gouvernement.» Sortir du nucléaire en 2025 reste donc la volonté de tout le gouvernement? «Nous restons sur notre ligne, nous voulons la concrétiser, et il est grand temps de s'y préparer. Le Pacte est la bonne base.» Pourquoi alors étudier le scénario de construction d'une centrale? «Cela montrera à la N-VA que c'est impayable, et que cela coûterait peut-être même plus cher que de sortir du nucléaire.» Qu'à cela ne tienne, la ministre de l'Énergie, Marie-Christine Marghem, a fait savoir vendredi que ce chiffrage resterait de toute façon dans les cartons...

Contre-pied

Olivier Chastel n'a peur de rien. On taxe la N-VA de déloyale? Il prend le contre-pied. Et envoie un bouquet de roses aux ministres nationalistes... «Si je prends l'ensemble de la législature, c'est probablement elle qui a été le partenaire le plus loyal dans la transcription de l'accord de gouvernement. Mesure par mesure,

contrôle budgétaire après contrôle budgétaire, celle qui a créé le moins de souci dans le rôle d'arbitrage du Premier ministre.»

Carrément. Et même plus. Oui, le MR signera avec la N-VA. Oui, il est favorable à un Michel II. Sans autres partenaires francophones? Après tout, une nouvelle alliance s'est bien nouée avec le cdH... «Je ne vais pas me positionner à ce stade, ni aspirer à ce que d'autres nous rejoignent.»

Olivier Chastel, ça l'agace un peu toutes ces histoires. À chaque sortie intempestive de la N-VA, le leadership de Charles Michel est mis en cause. Lui n'y voit finalement qu'une bataille de coqs flamands, dans laquelle le CD&V n'est pas en reste pour attiser les conflits. «Regardez Kris Peeters qui va rivaliser avec le président de la N-VA sur ses terres...»

On s'éloigne du Soudan là... «Mais ces propos sur le Soudan et sur le Pacte, ils relèvent d'une bagarre d'ego entre Néerlandophones, et d'un positionnement électoral.»

Avouez, il a quand même été loin, Bart De Wever, en menaçant d'une chute de la coalition... «Trop loin. Et il en est conscient.» Et pour

cause, les patrons flamands ont tiré la sonnette d'alarme aux vœux du Voka lundi soir, apportant tout leur soutien à Charles Michel. «Il s'y est dit que la N-VA ne doit pas scier la branche sur laquelle elle est assise.»

Olivier Chastel se redresse. «La N-VA a aujourd'hui bien plus besoin du MR que le MR de la N-VA. Sinon, je ne sais pas où ils vont trouver un partenaire francophone...» Sa voix baisse de trois tons. L'image du cow-boy qui dégage nous vient en tête. Cuidad. Le MR est incontournable, que Bart De Wever le sache. Un avertissement? «C'est un constat que je pose», lâche froidement Chastel.

Pause. Un souffle froid traverse la pièce.

Il reprend. «C'est entre le CD&V et la N-VA qu'il y a ce jeu de ping-pong médiatique, les déclarations de la N-VA, ce n'est pas une mise à mal du leadership de Charles.» Même quand De Wever écarte d'un revers de la main le rapport attendu du CGRA, commandité par... le gouvernement pour faire la lumière sur le dossier soudanais? Ça commence à faire beaucoup non?

Au 6^e étage du siège du MR, Olivier Chastel reste calme, mais ça bouillonne à l'intérieur. «Ne nous trompons pas de débat! Ce rapport n'a pas été demandé pour savoir si Francken doit démissionner. Mais pour savoir si l'Office des étrangers a bien respecté l'article 3 de la Convention des droits de l'homme.»

Politique assumée

On ne lâche pas. Et si ce n'était pas le cas, n'est-ce pas à Theo Francken de porter la responsabilité des erreurs de son administration? «Je ne pense pas que ce rapport va mettre en lumière que Theo Francken a donné des directives telles à son administration qu'elle a bâclé les analyses. Cette administration a déjà rapatrié des Soudanais dans le passé, et cela n'avait ému personne.»

Cette politique d'asile et de migration menée par Theo Francken et le fédéral, le MR l'assume entièrement. Charles Michel l'a rappelé dans un exercice inédit de communication sur les réseaux sociaux durant les vacances de Noël («c'était son idée, il a insisté, il

voulait mettre lui-même les points sur les i»). Chastel rajoute sa petite touche, s'insurge contre qui traite le MR de parti conservateur qui ne respecte plus les droits de l'homme et les conventions internationales.

«La Belgique est un Etat de droit et on respecte les règles. Ceux qui disent le contraire se basent sur l'article 3 de la Convention des droits de l'homme. Et le lisent de manière large. Mais si aujourd'hui, on ne peut plus rapatrier dans aucun pays où l'on constate des dysfonctionnements en matière de droits de l'homme, on ne rapatriera plus grand-monde, en Afrique notamment...»

Chastel enchaîne les arguments: «Ceux qui ont besoin de la protection de la Belgique, nous la leur offrons. Ceux qui ne sont pas dans les règles, c'est la politique de retour qui s'applique. Et si ce n'est pas la politique qu'il faut mettre en œuvre, alors que veut-on? Des régularisations massives? Je ne suis pas sûr qu'un pays comme le nôtre est prêt à vivre cela, avec les conséquences que cela aura, en termes de regroupement familial, de coût pour la Sécurité sociale.»

Pour Chastel, le débat est clos. Le gouvernement fédéral n'en fait pas davantage que lorsque Maggie de Block avait la compétence de l'Asile, et a fait plus que les pays voisins pour régulariser. «Alors oui, il y a une communication différente qui ne convient pas. Oui, il faudrait plus de sensibilité, de pédagogie et de réserve. Maggie De Block sentait mieux cela.»

C'est d'ailleurs le message que le Premier ministre a voulu faire passer à Francken en le convoquant vendredi matin. Pour recadrage de com'... «Il paye là sa médiatisation à outrance, et le caractère provoquant de sa communication.»

Pas de com' agressive

Cette communication agressive, ce n'est pas la tasse de thé du président du MR. Hervé Hasquin estime qu'il faudrait «plus de Bart De Wever à la tête des partis francophones». La remarque glisse sur la carapace de Chastel. «On ne change pas sa personnalité. Je n'ai pas un besoin existentiel de m'exprimer. J'ai un rôle à la tête de cette famille politique: faire en sorte que l'exécutif fédéral transcrive au mieux l'accord de majorité. Ce n'est pas au parti du Premier ministre d'en rajouter une couche dans la cacophonie.»

Tiens, tiens, ce rôle, serait-il prêt à le céder à Sophie Wilmès, dont la rumeur dit qu'elle pourrait reprendre la présidence du MR? Olivier Chastel éclate de rire. «Oh, j'ai lu cela. Elle était bien embêtée elle-même!»

Alors, il n'a donc aucune envie de céder le flambeau? «Pas du tout. Ce rôle me convient bien.» Alors oui, des assiettes volent et s'écrasent sur la tête de Charles Michel. «Mais c'est grâce à sa détermination que le programme de ce gouvernement est mis en application!»

Et sur ce point, le libéral est plus que ravi. Aux anges même. Car le MR s'y retrouve parfaitement. «Je suis la politique depuis 25 ans, je ne me souviens pas d'un gouvernement qui a pu traduire aussi clairement ce que nous avons dans nos programmes électoraux». Isoc, baisse de charges, hausse du pouvoir d'achat, «c'est tout l'ADN du programme libéral».

Concessions nationalistes

Alors, le MR aux bottes de la N-VA, suivant comme un petit toutou les desiderata de l'empereur d'Anvers? Olivier Chastel ricane. «S'il y a bien une famille politique qui a fait des concessions par rapport à son programme, c'est la N-VA...»

On veut des preuves, il les donne: l'institutionnel mis au frigo, «pour un parti comme celui-là, c'est la plus grande des concessions». Le dossier catalan, «quand Charles Michel a déclaré que le seul répondant du gouvernement belge était le gouvernement espagnol, ce n'était pas la vision de la N-VA». Numéros Inami octroyés aux francophones, la N-VA n'en voulait pas. Limiter les allocations de chômage dans le temps, la N-VA ne l'a pas obtenu.

Et, et... la réforme de l'Isoc. «C'était dans notre programme électoral. On voulait un accent sur les PME, et on l'a obtenu.» Oui, mais

grâce à la N-VA... «On lui attribue ce trophée. Mais il faut dire la vérité: elle n'en voulait pas lors de la rédaction de l'accord de gouvernement. Ça a d'ailleurs été ma plus grande surprise!»

L'heure tourne. Cela fait déjà une soixantaine de minutes qu'on parle. Le photographe invite Chastel à la pause. Il se plante devant la fenêtre. Méditatif. Et se retourne: «Je comprends qu'on tartine sur Francken et la N-VA, mais je voudrais mettre en évidence les résultats économiques du pays.»

Ha oui. Jobs, jobs, jobs. On allait l'oublier, ce bilan qui fait office de fleur au chapeau du MR. «Le chômage diminue dans toutes les régions», entame Chastel. On l'arrête. «Oui mais, les exclusions...» «Ha! Cette question, c'est à Di Rupo qu'il faut la poser...»

Et il redémarre: «69,00 créations d'emploi en 2017! Bien sûr que la conjoncture se redresse, mais on crée le double de ce qui était chiffré. Ça

me fait rugir de plaisir ça!» Chastel le lion ne s'arrête plus: le baromètre de la FEB sur les perspectives d'investissement et d'emploi, les hausses des bas revenus via le tax shift, des pensions minimums, du revenu d'intégration. «9% au total, 1.200 euros pour un chef de ménage. C'est un gouvernement de riches ça? Non, on aide ceux qui en ont le plus besoin.»

Son dernier rugissement, il le pousse à la figure de la FGFB. «Je comprends l'irritation de Charles Michel qui a eu des propos durs envers la FGFB. Elle a sombré dans le combat politique, elle se met en marge des autres syndicats.» Et assène son dernier argument: «Le pouvoir d'achat a augmenté de 0,9% en 2017, idem pour le revenu disponible des ménages. Les indices de consommation intérieure aussi sont partis à la hausse. Il faudrait me sortir un paramètre qui ne va pas dans le sens positif.»

